

Sous la direction de
Alain Dieckhoff

**RADICALITÉS
RELIGIEUSES**
AU COEUR D'UNE
MUTATION MONDIALE

**Cartographie
d'une menace globale**
ALBIN MICHEL

Le religieux fait un retour en force sur la scène internationale. Pour nous aider à comprendre où va notre monde, Alain Dieckhoff a dirigé l'ouvrage *Radicalités religieuses*. Au cœur d'une mutation globale (Albin Michel). Ce livre dresse un panorama des radicalités religieuses contemporaines pour nous aider à mieux saisir les rapports entre État, ethnicité, nationalisme, violence et religion. Rédigé par les meilleurs spécialistes, dont sept chercheurs du CERI, ce livre collectif reflète la vitalité de la recherche sur le fait religieux en France, et plus précisément au CERI.

Trois chercheurs du CERI ont répondu à nos questions chacun sur leurs chapitres respectifs.

Les mutations des radicalités religieuses. Entretien avec Alain Dieckhoff

Le religieux fait un retour en force sur la scène internationale. Pour nous aider à comprendre où va notre monde, Alain Dieckhoff a dirigé l'ouvrage *Radicalités religieuses. Au cœur d'une mutation globale* (Albin Michel). Ce livre dresse un panorama des radicalités religieuses contemporaines pour nous aider à mieux saisir les rapports entre État, ethnicité, nationalisme, violence et religion. Rédigé par les meilleurs spécialistes, dont sept chercheurs du CERI, ce livre collectif reflète la vitalité de la recherche sur le fait religieux en France, et plus précisément au CERI.

Comment expliquer la recomposition du religieux sous des formes que vous qualifiez de « radicales et intransigeantes » alors même que beaucoup voyaient dans la modernité une marginalisation du religieux et dans la sécularisation un concept linéaire et irréversible ?

Alain Dieckhoff : Commençons par évoquer quelques faits récents : installation par le président Donald Trump d'un « *bureau de la foi* » destiné à protéger une liberté religieuse censément attaquée par les administrations démocrates ; désignation par des rabbins de l'armée israélienne de la guerre à Gaza comme « *ordonnée par Dieu* » alors qu'en écho le Hamas exalte sa lutte au nom de la « *foi et de la croyance* », bain rituel du Premier ministre Narendra Modi au confluent de fleuves sacrés lors de la grande *Kumbh Mela*, immense pèlerinage au nord de l'Inde ; invocation répétée de l'identité chrétienne de l'Europe par certains leaders populistes.... Que nous disent ces faits ? Que le religieux fait un retour en force sur la scène nationale et internationale et qu'il est, plus que jamais, mêlé au politique.

Cette visibilité retrouvée du religieux doit nous conduire à complexifier la question de la sécularisation comme José Casanova nous y a invité il y a trente ans déjà (1). Il y a trois facettes de la sécularisation : la différenciation des sphères, c'est-à-dire la séparation des activités politiques, économiques, sociales des institutions et des normes religieuses ; le déclin des croyances et des pratiques religieuses ; la privatisation de la religion, c'est-à-dire sa relégation dans le for intérieur de chaque individu.

Si la sécularisation comme différenciation est une dynamique puissante, de portée universelle, le reflux des appartenances confessionnelles est un phénomène plus parcellaire, essentiellement européen, tandis que la privatisation de la religion n'est pas un facteur structurel significatif de la modernité.

Au contraire, on assiste plutôt à une relative *déprivatisation* de la religion c'est-à-dire à l'abandon par certains responsables religieux de la posture de retrait qui était la leur au profit d'une posture d'affirmation offensive dans l'espace public, sur des questions sociétales (contraception, mariage pour tous...) mais aussi proprement politiques. Parallèlement, beaucoup plus d'hommes politiques sollicitent le religieux dans leurs discours, voire leurs pratiques, et ce sur un mode instrumental mais aussi par conviction.

Comment les différentes stratégies de « *retrait du monde* » ou de « *reconquête* » religieuse, peuvent-elles être interprétées ?

Alain Dieckhoff : Précisons que notre ouvrage ne porte pas sur le religieux mainstream, qui est souvent proche des grandes institutions ecclésiales et qui anime encore au quotidien la vie de nombreux fidèles. Il s'intéresse aux courants qui défendent un religieux plus affirmé, plus absolu et qui ont aujourd'hui le vent en poupe. Les mouvements religieux que nous étudions dans ce livre, du salafisme à l'évangélisme en passant par le bouddhisme et l'hindouisme militants, l'ultra-orthodoxie juive, le catholicisme identitaire et d'autres, prétendent revenir aux racines et aux fondements de leur religion. D'où le terme de radicalité qui a été adopté.

Il importe toutefois de bien distinguer deux types de radicalités.

L'une piétiste entend défendre la « *vraie* » foi et la stricte observance des pratiques religieuses. Elle ne formule pas de projet politique. Les catholiques défendant les rites pré-conciliaires, les juifs ultra-orthodoxes et la plupart des salafistes entrent dans cette catégorie.

Une deuxième forme de radicalité que l'on peut qualifier d'activiste veut, elle aussi défendre les vertus d'une rigoureuse orthodoxie, mais en intervenant énergiquement dans la sphère publique, avec l'objectif final d'édifier un État « *religieux* » : c'est le cas des Frères musulmans, des sionistes religieux et de nombre d'évangéliques américains qui ont fait de l'entrisme notamment au sein du Parti républicain. Cela dit, il existe des passerelles entre ces deux types de radicalité, généralement dans le passage du piétisme vers l'activisme, comme dans certaines formes de salafisme qui ont donné naissance à des groupes prônant le djihad global (Al-Qaïda, Organisation de l'État islamique...).

Ce que vous nommez « *le nationalisme religieux* » en est une forme particulièrement active. De quoi s'agit-il ?

Alain Dieckhoff : Cette expression qui a été popularisée par le chercheur américain Mark Juergensmeyer (2) renvoie à l'intrication du national et du religieux qui, en effet, est aujourd'hui indéniablement très fréquente. Elle désigne deux processus qui peuvent d'ailleurs être complémentaires.

D'une part, la mobilisation par des acteurs politiques du religieux dont l'hommage rendu à l'influenceur Charlie Kirk, nationaliste chrétien de la droite radicale assassiné début septembre, offre un remarquable exemple. On y a vu le président Trump souhaiter le « *retour de la religion en Amérique, car sans frontières, sans la loi et l'ordre et sans la religion, on n'a plus de pays* ». Le deuxième processus est l'implication d'acteurs religieux en politique afin de mettre la religion au centre de la cité. Ici, on trouve des rabbins sionistes religieux qui veulent édifier un État conduit selon la « *halakha* » (Loi religieuse juive) ; là des cheikhs qui prônent un État gouverné selon la charia ; là encore des moines qui œuvrent à la consolidation d'un État bouddhique. Les traditions religieuses sont différentes, l'objectif le même : créer un État religieux.

Comment, en Israël, ces radicalités religieuses se déploient-elles ?

Alain Dieckhoff : On y retrouve très clairement les deux types de radicalité évoquées précédemment.

D'un côté, l'ultra-orthodoxie connaît une croissance démographique continue (17% de la population juive actuellement). Elle est surtout intéressée par la préservation de l'autonomie des communautés qui s'en réclament. L'État d'Israël n'a, pour les ultra-orthodoxes, aucune signification religieuse, même s'il est attendu de lui qu'il soutienne financièrement leurs institutions.

D'un autre côté, on trouve les sionistes religieux, c'est-à-dire des juifs pratiquants qui, eux, attribuent une portée religieuse à l'État d'Israël et y voient même un agent actif du messianisme. Ils défendent donc un engagement politique assumé, en particulier pour multiplier les colonies juives en Cisjordanie (Judée-Samarie).

C'est la question du messianisme qui sépare fondamentalement les deux courants : pour l'ultra-orthodoxie, celle-ci n'est pas d'actualité pour le moment ; pour le sionisme religieux, elle fait pleinement sens aujourd'hui. Or comme l'avait noté dès 1980 Gershom Scholem, grand spécialiste israélien de la Kabbale, dans une mise en garde prémonitoire : « Dès que le messianisme s'introduit en politique, cela devient très dangereux. Cela peut seulement conduire au désastre. » (3)

- [1. *Public Religions in the Modern World*](#), Chicago, The University of Chicago Press, 1994.
- [2. *The New Cold War ? Religious Nationalism confronts the Secular State*](#), Berkeley, University of California Press, 1993.
- [3. «The Threat of Messianism. An Interview with Gershom Scholem»](#), *The New York Review of Books*, 14 août 1980.

Différentes nuances de fondamentalisme en islam Pour une typologie des radicalités. Entretien avec Stéphane Lacroix

Stéphane Lacroix a rédigé dans cet ouvrage le chapitre *De l'islamisme et du salafisme comme catégories analytiques distinctes : les cas de l'Égypte et de l'Arabie Saoudite*.

Il répond ici à nos questions.

Le salafisme et l'islamisme partagent une référence commune à l'islam des origines, mais leurs généalogies historiques et leurs grammaires d'action sont très différentes, pouvez-vous nous en dire quelques mots ?

Stéphane Lacroix : Salafisme et islamisme sont deux formes de fondamentalisme musulman, distinctes tant dans le discours que dans la praxis (ce que j'appelle la grammaire d'action). Ils constituent deux traditions issues du mouvement réformiste apparu en Égypte et au Levant à la fin du XIX^e siècle. En Égypte, ces deux traditions s'institutionnalisent dans les années 1920 : l'islamisme, avec la création en 1928 de l'organisation des Frères musulmans ; le salafisme avec la création deux ans plus tôt, en 1926, de l'association des partisans de la tradition prophétique (*Ansar al-Sunna al-Muhammadiyya*).

Le programme des Frères Musulmans vise à la refondation de l'État sous la forme de ce qu'ils appellent un « État islamique » (*dawla islamiyya*), c'est-à-dire un État moderne appliquant la charia plutôt que le droit séculier d'inspiration européenne.

Leur projet est donc avant tout politique, même si le religieux en est le substrat.

À l'inverse, l'approche des salafistes est fondamentalement religieuse, et même théologique : ils prônent ce qu'ils appellent « *la purification et l'éducation* » (*al-tasfiya wa-l-tarbiya*), c'est-à-dire l'épuration du corpus musulman pour le réduire à son interprétation la plus conservatrice, inspirée du hanbalisme et son avatar wahhabite, et la transmission de ce corpus à une nouvelle « *communauté croyante* » par la prédication.

Les grammaires d'action, donc les méthodes, divergent tout autant :

Les Frères musulmans bâtissent une organisation sociale, politique et religieuse, qui selon eux a vocation à investir tous les espaces, y compris le champ politique, ils cherchent dès les années 1940 à entrer au parlement. Pour ce faire, les Frères musulmans se tiennent à bonne distance des querelles théologiques, y compris d'ailleurs (au début au moins) de la querelle sunnites-chiites, pour rassembler le plus grand nombre de musulmans au nom de ce qu'ils présentent comme un objectif politique commun.

À l'inverse, les salafistes sont obsédés par l'orthodoxie théologique et ils consacrent une partie de leurs écrits à fustiger ceux qu'ils estiment être des « *musulmans déviants* » (soufis, chiites ou même partisans de l'école théologique *ash'arite*, majoritaire parmi les sunnites jusqu'au XX^e siècle). Ils se tiennent en revanche à l'écart du politique, convaincus que seule « *l'islamisation par le bas* » (la salafisation par le bas, faudrait-il dire) peut produire le changement.

Comment la tension entre « *moderniser l'islam* » et « *islamiser la modernité* » a-t-elle structuré le champ intellectuel musulman contemporain ?

Stéphane Lacroix : Cette question est présente dès le début du XX^e siècle dans les débats qui agitent le réformisme musulman né quelques décennies plus tôt. Toute la problématique du réformisme musulman était en effet de s'interroger sur le retard du monde musulman par rapport à l'Europe, avec l'idée que les « *solutions* » seraient à chercher dans l'islam. Très vite se pose la question de la « *modernité* » telle qu'elle est entendue par les Européens : faut-il l'adopter, l'adapter ou la rejeter ?

Les plus libéraux des penseurs de l'époque penchent pour la première option - mais à condition de « *moderniser l'islam* », c'est-à-dire de produire des interprétations religieuses en phase avec cette modernité, en allant puiser dans les traditions les plus rationalistes en islam.

Une faction plus conservatrice se refuse à aller aussi loin : ils prônent non pas adopter mais d'adapter la modernité. Ce qui ne pose pas problème religieusement peut être intégré tel quel, mais le reste doit être « *islamisé* », c'est-à-dire adapté aux exigences et interdits de l'islam. Cette faction donnera naissance à l'islamisme. Leur concept-phare, l'État islamique, en est un bon exemple : il s'agit d'adopter la structure de l'État moderne (ce qui implique de rompre avec les structures politiques traditionnelles en islam) en en adaptant le droit, remplacé par la charia. Quant aux salafistes, ils sont finalement les seuls à évacuer la question de la modernité, remplacée par celle de la pureté théologique.

Le nationalisme chrétien aux États-Unis. Entretien avec Denis Lacorne

Denis Lacorne a rédigé dans cet ouvrage le chapitre *Le nationalisme chrétien aux États-Unis*. Il répond ici à nos questions.

Comment, sous la présidence de Donald Trump, le nationalisme chrétien articule-t-il une vision politique et religieuse du pouvoir et en quoi cette articulation remet-elle en cause les principes traditionnels de la séparation de l’Église et de l’État aux États-Unis ?

Denis Lacorne : En réponse, je voudrais rebondir sur le chapitre d’Olivier Roy, dans le même ouvrage, sur *L’identitarisme chrétien irréligieux en Europe*.

C'est en effet bien de cela qu'il s'agit dans l'Amérique de Trump, le mélange détonnant de la religion chrétienne (surtout dans ses variantes protestantes) et d'une conception ethnique, sinon même raciale de la nation. Le récit national privilégié par Trump et son entourage est fondé sur la nostalgie d'un passé « *chrétien* », construit par les premiers colons anglo-saxons et institutionalisé dans des textes fondateurs - la Déclaration d'indépendance, la Constitution fédérale de 1787, le Bill of Rights - inspirés par la Bible et notamment l'ancien Testament.

Or cette reconstruction d'un passé chrétien est en bonne partie mythique. La Déclaration d'indépendance souligne l'égalité de tous et met en avant la notion post-chrétienne d'une souveraineté du peuple. Dieu est à peine mentionné (c'est un « *Créateur* » très voltaïen), qui laisse le pouvoir aux hommes et qui fonde le politique sur « *le consentement des gouvernés* ». Quant à la Constitution fédérale, elle est littéralement « *sans Dieu* », puisqu'elle omet toute référence à un être suprême tout en interdisant, dans son article VI, toute « *profession de foi religieuse* » pour l'exercice des plus hautes fonctions de l'État. Le serment prononcé par tous les nouveaux présidents, selon l'article II, section 1 de la Constitution, ne mentionne ni Dieu ni le Créateur. C'est un serment laïque que la plupart des présidents ont folklorisé en y ajoutant, oralement, une référence à Dieu.

Quant à la séparation des pouvoirs, le premier amendement de la Constitution des Etats-Unis, interdit « *l'établissement* » d'une église officielle. Pour Jefferson, le troisième président du pays, cela signifiait l'existence d'un véritable « *mur de séparation* » entre l'Église et l'État dans la nouvelle République. Lorsque Jefferson réécrit à sa façon le texte des évangiles dans *The Life and Morals of Jesus of Nazareth*, il fait de Jésus un grand homme, certes, un philosophe comme Socrate, mais il purge les évangiles de toute référence aux miracles et à la résurrection.

Pour Trump et son entourage, ces faits pourtant exacts sont inacceptables. Les textes fondateurs de la République américaine auraient tous une origine biblique et pour mieux asseoir cette reconstruction du passé américain, Trump a publié la *God Bless the USA Bible* qui regroupe la Bible protestante, la Déclaration d'indépendance et la Constitution de 1787, le tout accompagné du texte de la chanson de Lee Greenwood, *God Bless the USA*. Un seul livre pour effacer la séparation de l'Église et de l'État !

Le nationalisme chrétien prôné par Trump et ses conseillers est inséparable d'un nouveau courant protestant inspiré par la *Dominion theology*.

Cette théologie néo-calviniste, d'abord imaginée par un pasteur californien, Rousas Rushdoony, l'auteur des *Institutes of Biblical Law*, influence aujourd'hui trois grands courants évangéliques : les reconstructionnistes chrétiens, les charismatiques chrétiens et les pentecôtistes.

L'objet de cette théologie est de re-christianiser des domaines clés de la vie sociale et politique en leur appliquant des préceptes bibliques inspirés, entre autres, du Lévitique et du Deutéronome. Ces domaines clés constituent « *7 montagnes* » à gravir, incluant le gouvernement, les arts et la culture, l'enseignement, le business, les médias, la religion et la famille.

Les adhérents les plus enthousiastes de ce courant évangélique au sein de l'administration Trump sont Russell Vought, le directeur de l'Office of Management and Budget ; Pete Hegseth, le ministre de la Défense et Paula White, la directrice de l'*Office de la foi* installé au sein même de la Maison Blanche.

Ils défendent les thèses patriarcales et suprémacistes d'un pasteur presbytérien, Doug Wilson, le fondateur d'un mouvement néo-calviniste (*The Communion of Reformed Evangelical Churches*), d'une église (*Christ Church*) et d'une petite université (*New Saint Andrew's College*) à Moscow dans l'Idaho.

En quoi la vision pessimiste et xénophobe du nationalisme chrétien, notamment sa rhétorique autour du « *grand remplacement* », participe-t-elle à la construction d'une identité nationale fondée sur des critères ethno-religieux et quels sont les impacts de cette construction sur les dynamiques sociales contemporaines aux États-Unis ?

Denis Lacorne : Doug Wilson vient d'implanter une nouvelle église au « *coeur du pouvoir* », à Washington D.C., dont l'influence ne cesse de croître. Le ministre de la Défense Pete Hegseth était présent lors de son inauguration. Pour Doug Wilson comme pour Rousas Rushdoony, la démocratie est une « *hérésie* » et le sécularisme une « *expérience ratée* » que seul le nationalisme chrétien pourra corriger en instaurant un nouvel ordre théocratique destiné à mettre fin à la décadence culturelle de l'Amérique (1).

Pour ce faire, il faudra remplacer les écoles publiques par des écoles chrétiennes, restaurer les lois interdisant l'avortement et le mariage entre personnes de même sexe, faciliter la soumission des femmes à leur mari, tout en leur ôtant le droit de vote, interdire le divorce sans faute et mettre fin à l'immigration des musulmans.

Nous ne voulons pas, disait Wilson lors de la *National Conservative Conference* (septembre 2025), que la frontière séparant l'Ohio du Michigan – un État peuplé d'une large communauté musulmane – devienne « *la frontière indo-pakistanaise* ».

On comprend dès lors l'attachement des nationalistes chrétiens aux thèses de Renaud Camus sur le grand remplacement, souvent colportées par des émules de cette idéologie très particulière.

Tucker Carlson, un journaliste proche de Trump, d'après une enquête du *New York Times*, a ainsi fait référence à 400 reprises au grand remplacement sur un total de 1 150 épisodes de son émission de *Fox News*, un record pour un thème souvent discuté publiquement par d'autres proches conseillers de Trump comme Steve Miller, le deputy chief of staff de la Maison Blanche (chef adjoint du cabinet de la Maison Blanche) ; Tom Homan, le Border Czar de la Maison Blanche ou Russ Vought, déjà mentionné.

Le Project 2025 (2), ce document de 900 pages préparé par des membres de la *Heritage Foundation* (dont Russ Vought) dénonçait le « *complot* » des élites démocrates, qui, en ouvrant les frontières au Sud global, cherchaient à « *remplacer* » les Américains de souche (*Native White population*) par des populations de couleur, comprenant de nombreux musulmans, pour gagner les élections à venir.

- 1. Voir Ross Douthat, entretien avec Doug Wilson, "He Believes America Should Be a Theocracy", *The New York Times*, 9 octobre 2025; Aaron Zitner, "Douglas Wilson Wants the U.S. to Be a Christian Republic", *The Wall Street Journal*, 26 septembre 2025; Tiffany Stanley, "A Once-Fringe Christian Leader Gets a Warm Welcome in Trump's Washington", *AP*, 8 septembre 2025
- 2. Voir Denis Lacorne, *De la race en Amérique*, Gallimard, 2025, pp. 149-150 et Nathan Pinkoski, "Project 2025 Supporters Promote White Nationalist Great Replacement", [*Global Project Against Extremism*](#), 20 mai 2025.